

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PDC Chemical SAS

Rue Lavoisier
Plateforme de Le Pont de Claix
38801 Le Pont-De-Claix

Références : 2026 - Is066SPF
Code AIOT : 0100288566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement PDC Chemical SAS implanté Rue Lavoisier Plateforme de Le Pont de Claix 38801 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection et de la découverte des installations par le nouvel inspecteur référent du site. Le site PDC Chemical sur la plateforme de Pont-de-Claix est un site prioritaire au titre des risques technologiques des installations du fait de son statut Seveso Seuil Haut.

Les thèmes de visite se sont concentrés plus particulièrement :

- sur les dispositions relatives à l'état des stocks,
- sur le suivi des ouvrages soumis aux dispositions PM2I dans le cadre du changement de service d'inspection reconnu (SIR) lié à la fois à l'arrêt des activités Vencorex et à la reconnaissance multi-établissement du SIR Arkema, qui intervient désormais sur les

plateformes de Jarrie et de Pont-de-Claix.

L'inspection a également permis d'échanger sur différents sujets liés à l'actualité des installations :

- demande d'augmentation stockage en iso-conteneurs sur le carreau D3,
- projets en cours de réflexion à court ou moyen termes au niveau des installations,
- les campagnes d'analyses des PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PDC Chemical SAS
- Rue Lavoisier Plateforme de Le Pont de Claix 38801 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0100288566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Depuis le 13 avril 2025, la société PDC Chemical est autorisée à reprendre l'activité Tolonate sur la plateforme de Pont-de-Claix. Cette activité consiste à produire des homopolymères d'isocyanates et des préparations dérivées destinées au marché des revêtements de surface. Ces produits incluent des peintures pour carrosseries automobiles et avions, des vernis pour bois, des traitements pour le cuir, ainsi que des adhésifs. Classés dans la famille des polyuréthanes, ils sont commercialisés sous le nom « *Tolonate* ». Les isocyanates utilisés sont de type aliphatique, tels que l'Hexaméthylène Di-Isocyanate (HDI) et l'Iso-Phorone Di-Isocyanate (IPDI). Ces composés, provenant d'approvisionnements externes, offrent au produit final une meilleure résistance à la lumière et aux chocs par rapport aux types aromatiques.

L'atelier Tolonate est classé Seveso seuil haut et est soumis à la directive sur les émissions industrielles. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-07 du 13 avril 2025 à la suite du transfert partiel de l'autorisation préalablement délivrée à la société Vencorex vers la société PDC Chemical.

Les principaux enjeux des installations concernent le risque d'incendie et les émissions atmosphériques de composés organiques volatils (COV).

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Bilan des constats hors points de contrôles

L'inspection a permis par ailleurs d'échanger sur le sujet des PFAS et des campagnes d'analyses menées par PDC Chemical à la suite de sa reprise des installations à la demande de l'inspection des installations classées.

Une telle démarche avait été initiée à l'échelle des activités Vencorex en sortie de la station de traitement des eaux résiduelles de la plateforme et du réseau général de collecte des eaux. Les résultats de ces campagnes faisaient apparaître les installations dans les plus gros contributeurs (Top 99% national des établissements rejetant les plus gros flux) alors même que les installations de Pont-de-Claix spécialisées dans la chimie du chlore ne sont ni consommateurs, ni producteurs de produits contenant des molécules de fluor. Les hypothèses expliquaient ces résultats significatifs par les débits très élevés concernés (notamment nécessaires au refroidissement des installations) et à un milieu de prélèvement présentant des impacts en PFAS.

Depuis, la configuration des installations a évolué en raison de la cessation des activités de la société Vencorex concourant à la réduction importante ou cessation des autres activités de la plateforme. Cette évolution nécessitait l'actualisation de l'état des lieux. La société PDC Chemical a ainsi procédé à de nouvelles campagnes conformément aux dispositions de l'AM du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant, à la suite des échanges, a ainsi communiqué postérieurement à la visite par courriel du 2 avril 2026 une note relative aux résultats des campagnes de mesure PFAS sur les rejets aqueux de l'établissement PDC (intégrant les résultats de la 3ème campagne de mesures non disponibles à la

date de la visite).

Les campagnes de mesures ont été réalisées les 7, 28 janvier et 25 février 2026 au niveau de 5 points :

- mélange des puits de prélèvements au niveau de la nappe, sur la base d'un échantillon ponctuel reconstitué à partir des échantillons instantanés des puits en service proportionnellement aux débits de prélèvements
- eau entrée atelier : prélèvement moyen sur 24h
- eau sortie ouest atelier Tolonate : prélèvement moyen sur 24h
- eau sortie est atelier Tolonate : prélèvement moyen sur 24h
- eau de la fosse nord collectant les eaux de lavage de l'atelier : prélèvement ponctuel

Le programme d'analyse correspond à celui défini par l'article 3 de l'AM du 20 juin 2023 :

- paramètre AOF (organofluorés adsorbables) permettant l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (paragraphe 1)
- 28 PFAS listés aux paragraphes 2 et 3.

Les résultats des campagnes de mesures sont résumés dans le tableau ci-dessous :

		Somme des 28 PFAS			AOF		
		07/01	28/01	25/02	07/01	28/01	25/02
Puits	Concentrations (en µg/l)	0,24	0,1	0,18	14	< LQ = 2	< 10 (?)
Entrée Atelier	Concentrations (en µg/l)	0,45	0,12	1,56	11,9	< LQ = 2	4,1
	Flux (en g/j)	1,1	0,3	4	27,9	< 5,1	10,4
Sortie Atelier - Extérieur Ouest	Concentrations (en µg/l)	0,38	< LQ = 0,1	0,51	3,2	2,5	99 (point aberrant ?)
	Flux (en g/j)	1	< 0,3	1	14,5	5,7	6,6
Sortie Atelier - Intérieur Ouest	Concentrations (en µg/l)	0,39	< LQ = 0,1	0,28	8,2	< LQ	2,8
	Flux (en g/j)	1	< 0,3	1	14,5	2,8	6,6
Fosse N	Concentrations (en µg/l)	1,83	0,66	0,51	6,9	< LQ	24
	Flux (en g/j)	0,012	0,004	0,003	0,043	< 0,013	0,151

L'analyse, par l'exploitant, des résultats obtenus témoigne :

- concernant la somme des 28 composés perfluorés :
 - de valeurs en PFAS fortement hétérogènes dans les eaux de prélèvements pouvant présenter des variations importantes d'une journée à l'autre mais également entre le prélèvement puits et l'entrée de l'atelier
 - d'un flux entrant dans l'atelier allant de 0,3 à 4 g/j et d'un flux sortant de même ordre de grandeur (voire même à la baisse). Prenant en compte les incertitudes, les ordres de grandeur sont similaires pour les flux entrant et sortant de l'atelier
- concernant le fluor organique adsorbable (AOF)
 - de concentrations très hétérogènes d'un jour à l'autre dans les eaux de prélèvement (valeur maximale de 14 µg/l) conduisant à des valeurs de flux entrant dans l'atelier présentant des variations très significatives (de 5,1 à 27,9 g/j)
 - d'un flux sortant de l'atelier présentant des ordres de grandeur comparables à celui entrant (voire même à la baisse). Avec les incertitudes, l'ordre de grandeur en entrée et sortie de l'atelier est similaire.

Avis de l'inspection :

La lecture des résultats rejoint celle de l'exploitant même si les valeurs suivantes obtenues lors de la campagne du 25/02 interrogent (en gras dans le tableau ci-dessus) :

- concentration en AOF affichée pour les puits < 10 µg/l alors que la LQ est à 2. Est-ce une erreur du laboratoire dans la transcription correspondant à une concentration < 0,1 µg/l?
- concentration aberrante en sortie atelier extérieur ouest avec une valeur de flux dont on ne comprend pas l'origine si l'on se réfère à la valeur de concentration.

Demande inspection : L'exploitant s'attachera à expliciter les données identifiées ci-dessus sous un mois.

Ces résultats tendent à confirmer l'absence de production de PFAS endogène liée aux molécules employées dans la production ou générées par le process. L'exploitant précise que l'analyse menée au niveau de l'atelier n'identifie pas de sources d'apport de PFAS. De même, PDC Chemical a procédé en 2025 au remplacement des émulseurs incendie qui font l'objet d'interdictions par des émulseurs conformes sur l'ensemble de ces moyens de protection incendie propres ainsi que des moyens d'intervention en commun utilisés par la compagnie de sapeurs-pompiers de la plateforme (budget de 33k€ HT pour la destruction de 33 tonnes d'émulseurs).

Qui plus est, l'atelier Tolonate ne présente aucun rejet d'eaux industrielles à l'exception d'une fraction infime des eaux de lavage collectées dans la fosse nord (estimation inférieure à 0.3%). Cette fosse nord de capacité 32 m³ est vidangée en moyenne 6 fois par mois. L'eau prélevée dans la nappe sert quasi exclusivement au refroidissement des installations.

Les flux conséquents de PFAS apparaissent dès lors effectivement corrélés directement à la pollution historique de la nappe dans laquelle sont puisées les eaux de refroidissement. L'atelier Tolonate ne présente aucune source de PFAS identifiée à ce jour. À ce titre, l'inspection des installations classées ne propose pas de prescrire à l'exploitant la mise en oeuvre d'un plan d'action approprié pour réduire ces émissions bien que l'activité industrielle conduise à transférer une eau de la nappe présentant des concentrations hétérogènes en PFAS vers un autre milieu récepteur : le DRAC.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative - État des stocks	AP Complémentaire du 13/04/2025, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
4	Etat stock - règles spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Étude de dangers	AP Complémentaire du 13/04/2025, article 3.1.7
5	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
6	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
7	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
8	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
9	5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater :

- les dispositions mises en œuvre concernant la réalisation des états des stocks à la suite de la reprise des activités de l'atelier Tolonate par PDC Chemical. Les dispositions actuelles déployées par l'exploitant répondent dans l'ensemble aux objectifs fixés réglementairement. Il demeure que dans le cadre de l'évolution et de l'automatisation de la réalisation de l'état des stocks quotidien, l'exploitant devra s'assurer de prendre en compte également les déchets dangereux ainsi que toutes les substances autres que dangereuses susceptibles de présenter des risques en cas d'incendie. De même, l'exploitant doit identifier un format synthétique à destination du préfet qui pourra servir à la communication en cas de crise : état synthétique adossé à un plan permettant de distinguer les quantités, la typologie et la localisation des différentes matières dangereuses présentes sur le site.
- la reprise des plans et programmes d'inspections par le SIR Arkema Jarrie concernant les équipements soumis aux dispositions PM2I. La visite a notamment permis de confirmer le respect des périodicités de contrôle telles que définies dans les divers plans d'inspection en

conformité avec les exigences réglementaires applicables. Une prochaine visite sur la thématique pourra permettre d'investiguer plus en détails la méthodologie retenue sur la base du guide technique DT 84 et d'une analyse de la criticité des divers équipements pour concevoir les plans d'inspection ainsi que de s'assurer que les opérations prévues dans les différents contrôles répondent exhaustivement à celles prévues par les guides techniques spécifiques en vigueur (DT 94, DT92 et DT96 notamment).

Concernant le sujet des rejets de PFAS, l'exploitant a procédé aux campagnes d'analyses prévues par l'AM de 2023 en étendant les mesures par des prélèvements au niveau des puits de prélèvements de la nappe. L'absence de sources en fluor sur les installations et dans le cadre du processus productif couplée aux valeurs de concentrations obtenues au niveau des puits de prélèvements confirment les hypothèses formulées à l'époque des premiers prélèvement déployés par Vencorex et de contaminations amonts de la masse d'eau. Les quantités d'eaux prélevées pour assurer le refroidissement par le site expliquent les flux en PFAS ayant contribué à la présence des activités Vencorex dans le Top99 des émetteurs industriels ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2025, article 3.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : [...] La prochaine actualisation de l'étude de dangers des installations exploitées par la société PDC CHEMICAL SAS est transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre 2025.
Constats : En accord avec l'inspection des installations classées, l'exploitant remettra la notice de réexamen et la révision de l'étude des dangers de l'atelier Tolonate d'ici au 30 juin 2026. Le délai supplémentaire accordé se fondait sur la nécessité, à la suite des évolutions des activités de la plateforme de Pont-de-Claix liées à la fermeture du site Vencorex générant des évolutions importantes sur le périmètre du PPRT existant, de reprendre en profondeur l'étude de dangers de l'atelier Tolonate afin de réévaluer finement les scénarios et les phénomènes dangereux dans la perspectives d'une révision prochaine du PPRT. L'exploitant a témoigné de l'avancement certain de la révision de l'étude de dangers, qui intègre une nouvelle analyse des risques se fondant sur la méthodologie HAZOP. Le travail mené identifie une soixantaine de phénomènes dangereux dont les effets sont en cours d'évaluation. Le phénomène dimensionnant (incendie généralisé du MPC) présenterait une distance de 805 m pour les effets toxiques irréversibles. Cette distance affecterait une très petite zone non constructible hors du PPRT actuel. La transmission et l'instruction de cette EDD permettra consécutivement de modifier - à la baisse - le périmètre actuel du PPRT lié aux activités déployées sur la plateforme de Pont-de-Claix.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant remettra la notice de réexamen et la révision de l'EDD de l'atelier Tolonate avant le 30 juin 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative - État des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2025, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Tableau en annexe
Constats : La situation administrative n'a pas fait l'objet d'évolutions par rapport au tableau de classement

défini à l'article 1.2.1 de l'APC du 13 avril 2025. En lien avec les constats 2 et 3 du présent rapport, l'état des stocks établi actuellement au niveau de l'exploitant ne permet pas de déterminer en direct les stocks présents sur le site et donc de procéder à un positionnement immédiat par rapport aux rubriques spécifiques de classement du site.

L'inspecteur a procédé à une analyse de cohérence a posteriori au bureau entre l'état des stocks présenté pour le 16 mars 2026 et la situation administrative. Les conclusions de ce dernier sont formalisées dans le tableau de classement en annexe. Les données obtenues sont cohérentes avec les seuils autorisés à l'exception de la rubrique 4110-2.a « *Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés* ». L'état des stocks présenté ne retient aucune des mentions de dangers : H300, H310 et H330 conduisant à un classement au titre de celle-ci. De fait, l'état des stocks communiqué atteste de l'absence de produits soumis au titre de cette rubrique sur le site et donc de l'absence de classement. Cette situation est *a priori* la conséquence du classement des produits dans les fiches de données de sécurité associées aux matières premières : HDI, IPDI... Par exemple, la FDS Wanhua pour le HDI ne retient pas les mentions de dangers précitées et retient notamment la mention de danger H 331 "*toxique par inhalation*" au contraire de celle de Vencorex qui identifie une classification H330 « *mortel par inhalation* » justifiant de la prise en compte des produits au titre de la rubrique 4110-2.a.

L'exploitant a présenté les divers projets en cours de réflexion au niveau de son établissement de Pont-de-Claix (cf. annexe confidentielle). Comme échangé lors de l'inspection les différents projets ne présentent *a priori* pas de caractère substantiel au regard des impacts associés sur le plan environnemental et des risques. Il a été rappelé, qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, les projets de modification notables doivent faire l'objet d'un porter-à-connaissance avant réalisation à l'attention de la préfète et de l'inspection des installations classées pour l'environnement. Les éléments d'appréciation nécessaires à la compréhension des modifications et de leurs conséquences doivent être proportionnés à la nature de la modification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Stocks

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités

sanitaires.

Constats :

L'exploitant procède à une extraction manuelle quotidienne des stocks à partir de SAP. Cette extraction se fonde sur les mentions de dangers et ne concerne donc que les produits dangereux au sens du règlement CLP, soit les liquides inflammables, les produits toxiques et dangereux pour l'environnement. L'état des stocks permet ainsi de connaître les quantités suivantes :

- quantité par mention de danger,
- quantité, typologie de produits et dangers associés par carreaux,
- quantité totale sur site (ou par carreau) par typologie de dangers : produits inflammables, produits toxiques et ecotoxiques.

En revanche, aucune règle de priorité n'est définie pour chacun des produits si bien qu'un même produit présentant plusieurs mentions de danger est comptabilisé pour chacune d'entre elles : par exemple le tolonate HDT 90 est comptabilisé en tant que liquide inflammable mais également en raison de ses propriétés toxiques (inhalation, contact). Il n'est dès lors pas possible de faire le lien entre l'état des stocks et les quantités autorisées au titre des différentes rubriques de la nomenclature des installations classées.

D'autre part, l'état des stocks, fondé sur les mentions de dangers, n'intègre pas les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Il demeure que la visite des installations n'a pas révélé de stockages importants de produits répondant à ces critères ; ces derniers se limitent a priori à quelques conditionnements (IBC, fûts) vides localisés à proximité de l'atelier Tolonate (équipements souillés en zone déchets notamment). Les quantités constatées paraissent négligeables en proportion au regard des quantités de produits dangereux et des effets en cas d'incendie.

L'état des stocks au 16 mars 2026 témoigne d'un stockage total de 2113 tonnes de produits dangereux sur le site se composant d'environ :

- 735 tonnes de liquides inflammables
- 2100 tonnes de produits présentant des dangers toxiques
- 712 tonnes de produits présentant des dangers écotoxiques

Comme explicité, un même produit présentant des potentiels de dangers inflammables, toxiques et écotoxiques est comptabilisé dans chaque catégorie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- dans le cadre des inventaires physiques réalisés périodiquement d'estimer les quantités de matières combustibles non considérées dans le cadre de l'état des stocks afin de disposer d'un ordre de grandeur,
- dans le cadre des évolutions futures des dispositifs permettant la réalisation de l'état des stocks :
 - d'intégrer les produits, matières et déchets combustibles non dangereux ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des ICPE ainsi que les déchets dangereux.
 - d'étudier la possibilité d'établir un lien direct entre l'état des stocks et les rubriques de classement de la nomenclature autorisées. Ce point n'est pas d'application obligatoire. Il demeure que l'exploitant doit être en capacité de justifier, en tout temps, du respect des quantités autorisées.

L'exploitant présentera sous 3 mois à l'inspection les dispositions prévues pour faire évoluer l'état des stocks accompagnées des échéances de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat stock - règles spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks en situation de crise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>

Constats :

L'état des stocks réalisé permet de connaître :

- les quantités de chacun des produits par carreaux et par type de packaging (fûts, IBC, isotanks, flacons...)
- les quantités par mention de dangers au niveau de chacun des carreaux ou de chaque zone : atelier tolonate, parc Isotank, magasin produits chimiques (MPC).

En revanche, aucune règle de priorité n'est définie pour chacun des produits si bien qu'un même produit présentant plusieurs mentions de danger est comptabilisé pour chacune d'entre elles : par exemple le tolonate HDT 90 est comptabilisé en tant que liquide inflammable mais également en raison de ses propriétés toxiques (inhalation, contact). Il n'est ainsi pas possible de faire le lien entre l'état des stocks et les quantités autorisées au titre des différentes rubriques de la nomenclature des installations classées.

L'état des stocks est mis à jour quotidiennement. Il est communiqué par mail au DOI, au responsable HSE et au responsable production. Il est donc disponible en cas de gestion de crise et de déclenchement du POI. Les dispositions en annexe 16 du POI correspondent toutefois à celles en vigueur lors des activités Vencorex et nécessitent d'être mises à jour pour correspondre à la nouvelle organisation (il n'est par exemple plus possible de procéder directement à l'identification des stocks par carreaux).

Des inventaires physiques des stocks sont réalisés mensuellement pour le parc isocontainer, pour l'atelier et trimestriellement pour le MPC.

De même, le serveur SAP qui est interrogé lors de la requête pour l'extraction des stocks n'est pas localisé sur site. Sa consultation pour extraction de données demeure possible même en cas de perte d'utilité sur site ainsi que l'envoi du fichier excel « état des stocks ». L'exploitant explique néanmoins *"qu'il reste à paramétrer la boîte mail du DOI sur le téléphone portable DOI, pour que le mail contenant le fichier « état des stocks » puisse être consulté même en cas de coupure réseau sur site"*.

En conclusion, l'état des stocks permet donc de connaître la nature et les quantités de produits présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage. L'état des stocks apparaît en l'état opérationnel pour permettre la gestion d'un évènement accidentel. Cependant, comme identifié dans le constat précédent, il ne prend pas en compte les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses ni les déchets dangereux.

D'autre part, quand bien même, le fichier Excel présenté est exploitable facilement et permet d'obtenir une vision synthétique rapide des substances, produits et matières présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage, l'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique à disposition immédiate du préfet adossé à un plan des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- actualiser l'annexe 16 de son POI afin que les dispositions concernant la constitution de l'état des stocks correspondent à l'organisation retenue et notamment que le DOI puisse accéder en tout temps à ce dernier,
- établir un format synthétique de l'état des stocks à destination du préfet pouvant servir à la communication en cas de crise auprès de la population. L'inspection propose à ce titre à l'exploitant de créer un nouvel onglet sur le fichier Excel reprenant les quantités clés identifiées de produits dangereux par carreaux (quantités totales de liquides inflammables, de toxiques par inhalation, ingestion, contact, CMR, dangereux pour l'environnement...)

mis en perspectives et localisées sur un plan des installations. Cela reste une proposition, qui semble rapide et simple à mettre en œuvre au regard du document existant. L'exploitant a toute latitude pour déterminer le format le plus adapté pour répondre aux objectifs visés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

Constats :

La surveillance des réservoirs aériens soumis aux dispositions des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 est désormais assurée par le service d'inspection reconnue d'ARKEMA qui a obtenu la reconnaissance multi-établissement par arrêté préfectoral de Renouvellement et modification du champ de reconnaissance et d'habilitation du service inspection de la société « ARKEMA - Usine de Jarrie » en date du 23 décembre 2025.

Le recensement des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles s'appuie sur celui réalisé précédemment par le SIR Vencorex. La reprise des activités n'a pas fait l'objet d'une réinterrogation des équipements concernés au regard des critères définis. L'inventaire des équipements est désormais disponible dans le logiciel de gestion SAP d'Arkema. La procédure Arkema en cours de révision prévoit que le recensement initial est interrogé à chaque révision de l'étude de dangers d'un atelier : balayage des critères définis aux articles de l'AM du 4 octobre 2010. Il demeure que les équipes sont spécialisées sur le domaine concerné et connaissent le double référentiel réglementaire applicable.

La visite terrain des installations n'a pas amené à identifier d'autres équipements répondant aux critères et pouvant remettre en cause le recensement établi.

Il est à noter que l'exploitant déploie des stockages en iso-conteneurs de 20 m³ sur le carreau D3

contenant des liquides inflammables et de l'autre côté du merlon des produits dangereux (toxiques, dangereux pour l'environnement). Ces iso-conteneurs, du fait de leur volume supérieur à 3 m³, ne répondent pas au champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 concernant les récipients mobiles. De même, ces iso-conteneurs ne sont pas installés à demeure bien qu'il puisse rester de manière prolongée sur les carreaux. En application du guide liquides inflammables - partie A, (p20/33) "*S'agissant des stockages aériens de liquides inflammables en iso-conteneur (ou Isotanks) d'une capacité de plus de 3 mètres cube et non utilisés en tant que réservoirs fixes, bien qu'ils soient présents au sein d'une installation classée visée par l'arrêté du 3 octobre modifié ou par l'arrêté du 24 septembre 2020 (récipients mobiles), ils ne sont pas soumis au respect de leurs prescriptions. En effet, cette configuration de stockage ne correspond ni à un réservoir aérien manufacturé, ni à un récipient mobile. Toutefois, ce stockage reste soumis aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral. A contrario, un stockage en iso-conteneur installé à demeure au sein d'une installation au même titre que pourrait l'être un réservoir manufacturé est à considérer comme un réservoir fixe au sens des libellé et définition de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié. En conséquence, les prescriptions de cet arrêté sont alors applicables à ce type de stockages*", les iso-conteneurs ne sont pas considérés comme des stockages fixes et ne sont donc pas non plus soumis aux dispositions de l'AM du 3 octobre 2010.

Il est d'ailleurs à souligner que les iso-conteneurs font l'objet d'un suivi spécifique au titre de l'accord et du règlement ADR de transport des matières dangereuses, qui prévoit des contrôles périodiques intégrant : vérification documentaire, vérification du marquage, examen de l'état intérieur et extérieur accompagné si requis d'un contrôle d'épaisseur, épreuve de pression hydraulique, épreuve d'étanchéité, vérification du bon fonctionnement des équipements.

En conclusion, les iso-conteneurs ne sont pas considérés comme des réservoirs aériens fixes et ne sont donc pas concernés par le recensement au titre du PM2I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs - recensement 03/10
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection
Constats : Le recensement des équipements fait état de : <ul style="list-style-type: none"> • 6 réservoirs aériens contenant des liquides inflammables au niveau du carreau F3 soumis au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, • de la cuvette de rétention associée au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant a confirmé qu'aucune tuyauterie ne répond aux critères définis par l'article 5 de l'AM du 4 octobre 2010 (DN 80 & DN 100). Le recensement ne fait pas apparaître les massifs des 6 réservoirs aériens visés par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et intégré au PM2I via l'article 6 de l'AM du 4 octobre 2010. Le SIR

assure toutefois une vérification de ces derniers dans le cadre des inspections réalisées sur la cuvette de rétention associée aux 6 bacs. Les ouvrages sont donc bien intégrés au champ du PM2I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – dossier 03/10

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le dossier de suivi individuel du réservoir R80000 (n° d'inventaire CBR_658) a été consulté. Ce dernier se compose notamment de l'état initial, réalisé le 27 septembre 2012, du plan d'inspection réémis par ARKEMA dans le cadre de sa reprise du service d'inspection reconnu, de la fiche de vérification. A travers les documents, les éléments requis par l'article 28 sont identifiés :

- le volume du réservoir : 39,070 m3
- la date de fabrication : 1971 (société PICHON)
- le matériau du bac (acier inox) et de la fondation (radier béton)
- le code de construction : CODRES
- le produit contenu dans le réservoir : acétate de méthoxy-propyle (AMP). Le réservoir a toujours été destiné au stockage de l'AMP.
- date de l'épreuve hydraulique : 1971
- l'absence de revêtement interne et externe
- les dates des dernières vérifications visite de routine (annuelle) et inspection externe détaillée (quinquennale).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – programme inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

Dans le cadre du changement de SIR, ARKEMA a émis un nouveau plan d'inspection pour l'ensemble des réservoirs. Ce plan d'inspection se fonde sur le guide DT 84 « *guide pour l'établissement d'un plan d'inspection* » orienté pour la surveillance des équipements sous pression. La présente visite s'est limitée au contrôle du respect des dispositions et des périodicités fixées pour les différentes visites par les arrêtés du 3 (article 29) et 4 octobre 2010. Elle n'a pas investigué la méthode d'inspection basée sur une étude de la criticité des ouvrages conditionnant la définition du plan d'inspection pour chaque ouvrage, ni de l'exhaustivité du programme fixé pour chaque vérification en accord des guides techniques spécifiques : DT 94 pour les réservoirs, DT 92 pour les cuvettes et massifs, DT 96 pour les tuyauteries notamment.

Concernant le BAC R80000 d'une capacité inférieure à 100 m³ ce plan d'inspection se compose :

- de visites de routine annuelles se fondant sur une vérification visuelle de l'état du réservoir et des éléments extérieurs de la structure : état de la virole, du revêtement, des soudures, de la boulonnerie, du supportage et de l'ancrage, des brides, de la mise à la terre
- d'inspections externes détaillées quinquennales portant sur :
 - les éléments constitutifs du réservoir et ses accessoires,
 - l'assise et les ancrages,
 - le contrôle visuel de la soudure robe fond
 - la vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir et la verticalité,
 - le contrôle des accessoires de sécurité associés.

Pour les réservoirs d'une capacité de plus de 100 m³ (2 réservoirs R80900 – R 80920), une visite interne hors exploitation détaillée décennale est également ajoutée au plan d'inspection comprenant une inspection approfondie du réservoir et des accessoires internes, de mesures d'épaisseur du fond et de la première virole, de contrôles internes des soudures...

Le suivi de la réalisation du plan d'inspection est effectué via SAP.

Les plans d'inspection consultés n'ont pas mis en évidence d'écarts avec les dispositions réglementaires en ce qui concerne la nature et périodicité des inspections prévues. Une prochaine visite d'inspection pourra se focaliser sur la méthodologie déployée pour définir les plans d'inspection ainsi que sur l'exhaustivité des opérations menées lors de chaque vérification au regard des recommandations fixées par les guides techniques respectifs précédemment évoqués.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – rapport inspection 03/10
Prescription contrôlée : <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
Constats : <p>Les contrôles sont réalisées en application des procédures ARKEMA-Jarrie, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• procédure PM2I SEC-2-021 "<i>Définition et suivi PMii</i>", qui explicite le processus de définition et de suivi des ouvrages et équipements soumis aux arrêtes ministériels du 03 et 04 octobre 2010,• instruction INS-2-003, qui détaille les actions à entreprendre dans le cadre de la visite de routine. <p>Les procédures et instructions sont en cours de refonte pour intégrer le périmètre de la plateforme de Pont-de-Claix et harmoniser les pratiques suite au remplacement du SIR historique de Vencorex qui procédait à la définition du plan d'inspection. La procédure SEC-2-021 en cours de refonte a été communiquée à l'inspecteur à la suite de la visite (procédure non finalisée). L'instruction INS-2-003 n'a pas été consultée lors de la visite.</p> <p>De plus, le SIR ne s'appuie pas sur le guide DT 94 d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux reconnu par le ministère. Le rapport de vérification de routine ne repose ainsi pas sur la fiche proposée en annexe 4 du guide DT 94 même si les items de vérification se rapprochent dans l'ensemble. Le champ de l'inspection externe détaillée reprend quant à lui les items décrits à l'article 29-3 de l'AM du 3 octobre 2010 correspondant aux opérations de contrôle prévues par le guide DT 94.</p> <p>La vérification des cuvettes de rétention se fait en revanche selon le guide DT92.</p>

Le présent contrôle des rapports se borne ainsi à vérifier la réalisation des contrôles suivant les échéances fixées par le plan d'inspection en accord avec les dispositions réglementaires applicables, l'identification d'écarts et les suites données par l'exploitant. L'exhaustivité des points de contrôle au regard de ceux définis par le guide DT 94 n'a pas été présentement examinée.

L'inspection a permis de consulter :

- pour le bac R 80 000
 - la dernière vérification de routine en date du 7 juillet 2025 menée par ARKEMA. Cette dernière ne relève pas d'écart. Les conclusions indiquent que "*l'équipement peut être maintenu en service jusqu'à la prochaine échéance réglementaire*".
 - la dernière inspection externe détaillée réalisée le 22/08/2023 par Vencorex, qui mentionne notamment l'absence "*de corrosion, piquûres sur le réservoir*", de "*déformation, enfoncements du réservoir*", "*d'évolution des épaisseurs*" et par conséquent que "*le calcul des charges hydrostatiques est donc identique à celui du rapport TESTEX réalisé suite à l'IED du 30/08/2018*". En conclusion, **l'équipement peut être maintenu en service**.
- pour le bac R 80900
 - la dernière vérification de routine en date du 6 juin 2025, qui témoigne du bon état.
 - la dernière inspection hors exploitation réalisée le 28/06/2021 valant inspection externe détaillée. Cette dernière a été réalisée par la société TESTEX en application du guide DT 94. Les conclusions témoignent de "*l'absence de désordres*" et de la remise en service jusqu'à la prochaine inspection.
- pour la cuvette C 134, la dernière vérification en date du 24 mai 2025. Celle-ci identifie un niveau de désordre D3 au niveau du revêtement du mur de la cuvette en face du réservoir CBR 660. Un niveau de désordre D3 témoigne, selon le guide DT92 d'un risque structurel sur l'ouvrage ou d'un défaut de capacité de confinement de la cuvette. Dans ce cas, des travaux de réparations doivent être programmés. La procédure ARKEMA prévoit un délai maximal de 36 mois pour procéder à la réparation. L'exploitant a témoigné qu'aucune date n'a été fixée pour la réalisation des travaux au jour de l'inspection mais que ces derniers devraient être conduits sur l'année 2026 donc dans le délai des 3 ans fixé. L'organisation actuelle au niveau de PDC Chemical se traduit par un suivi SAP des contrôles et suites à donner et par des réunions trimestrielles entre le service maintenance de PDC et le SIR Arkema où un point est effectué sur les réparations devant être conduites.

Les périodicités de contrôle sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la réparation de la cuvette dans le délai de 3 ans à compter de la vérification soit avant le 25 mai 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe 1 : Tableau Situation Administrative

Rubriques	Libellé de la rubrique	Désignation de l'activité	Carreaux	Volume de l'activité	Régime	Situation au 17 mars 2026
1434.2	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Atelier Tolonate Installation chargement/déchargement	F3 F3	1 unité 1 unité	A	2 postes de chargement/déchargement des réservoirs associés à l'atelier sur le carreau F3
3410.d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : d) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates	Atelier Tolonate Dérivés diisocyanates	G3	20 400 t/an	A	La capacité de production est estimée à 10 000 t pour 2026 (1 seule ligne de production a été reprise)
4110.1.a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t	Atelier Tolonate Déchets solides Laboratoire Déchets solides Magasin E4 Déchets solides	F3 F5 E4	15 t 1t 3t soit 19 t	A Seveso seuil bas	L'état des stocks présenté n'intègre pas ces déchets.
4110.2.a	<i>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</i> 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Atelier Tolonate Tolonates, isocyanates, déchets liquides MPC Produits toxiques Stockages Magasin	G3/ D3/F3 K2 K3	490 t 560 t	A Seveso seuil haut	L'analyse de l'état des stocks a posteriori de l'inspection interroge l'inspecteur. Ce dernier ne fait apparaître aucune des mentions de dangers H300 – H310 ou H330 pouvant justifier d'un classement au titre de la rubrique 4110.2.a. L'explication résiderait dans les mentions de dangers retenues au niveau des FDS Wanhua pour les matières premières utilisées au niveau de l'atelier Tolonate et qui sont retenues pour établir l'état des stocks. Les FDS ne retiennent pas

Rubriques	Libellé de la rubrique	Désignation de l'activité	Carreaux	Volume de l'activité	Régime	Situation au 17 mars 2026
		isocyanates F4		90 t		les mentions de dangers précitées au contraire de la FDS Vencorex du HDI qui retient la mention de danger H330 justifiant du classement sous cette rubrique.
		Magasin isocyanates E4	E4 F4	520 t		
		Réservoirs HDI		600 t		
		Réservoirs HDI/IPDI	D3	3929 t		
				1 787 t		
		Déchets liquides	E4	20 t		
		Laboratoire		1 t		
		Déchets liquides	F5	soit 7 997 t		

Rubriques	Libellé de la rubrique	Désignation de l'activité	Carreaux	Volume de l'activité	Régime	Situation au 17 mars 2026
4130.2.a	<p><i>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</i></p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	<p>Atelier Tolonate En cours de distillation à teneur HDI entre 0,5 et 2,5 %</p>	G3	10,3 t	A	Environ 8 t sur l'état des stocks du 16/03/2026.
4331.1	<p><i>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</i></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t</p>	<p>Atelier Tolonate Tolonates Déchets inflammables</p> <p>MPC Produits inflammables</p> <p>Laboratoires Liquides inflammables Déchets inflammables</p>	<p>D3-F3-G3</p> <p>K2 K3</p> <p>F5</p>	<p>732 t 190 t</p> <p>200 t 790 t</p> <p>4 t 2 t soit 1918 t</p>	A	<p>Etat des stocks au 16/03/2026</p> <ul style="list-style-type: none"> 187 tonnes au niveau du carreau D3 <ul style="list-style-type: none"> 48 tonnes carreau G3 107 tonnes carreau F3 304 tonnes MPC <p>Le carreau F5 n'apparaît pas dans le cadre de l'état des stocks (pas de prise en compte des déchets).</p>
4511.1	<p><i>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2</i></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t</p>	<p>Atelier Tolonate Activité globale (solvant/MP/PF) mise en œuvre pour synthèse, formulation et stockage</p> <p>Déchets dangereux pour l'environnement</p> <p>MPC</p>	<p>F3-D3 F4-G3</p> <p>F4</p> <p>D3-F3-F5</p> <p>K2 K3</p>	<p>1 200 t 190 t</p> <p>262 t</p> <p>214 t</p> <p>1 110 t 90 t soit 3 066 t</p>	A Seveso seuil haut	Etat des stocks au 16/03/2026 : 102 tonnes sur site. Les déchets ne sont pas intégrés à l'état des stocks.

Rubriques	Libellé de la rubrique	Désignation de l'activité	Carreaux	Volume de l'activité	Régime	Situation au 17 mars 2026
1434.1.b	<p><i>Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)</i></p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b. Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p>	Atelier Tolonate Remplissage de conteneurs	F3/G3	<p>4 x 15 m³/h (4 postes de chargement)</p> <p>2x 10 m³/h (2 enfuteuses) RDC) 5m³/h (1 enfuteuse Esaqua) soit 85 m³/h</p>	DC	3 postes de chargement
1510.2.c	<p><i>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</i></p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</p>	Magasin Produits Chimiques (MPC)	K2 - K3	44 000 m³	DC	Bâtiment MPC.
2560.2	<p><i>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</i></p> <p><i>La puissance maximum de l'ensemble des</i></p>	Atelier de maintenance	D6	280 kW	DC	Pas d'évolution.

Rubriques	Libellé de la rubrique	Désignation de l'activité	Carreaux	Volume de l'activité	Régime	Situation au 17 mars 2026
	<i>machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</i> 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW					
2925.1	<i>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</i> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW		G3 K2 F4 D6	40 kW 40 kW 10 kW 10 kW	D	Pas d'évolution.
4330.2	<i>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</i> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure ou égale à 10 t	Atelier Tolonate Distillation (dérivés d'isocyanates et sylilés)	G3	1 t	DC	-